

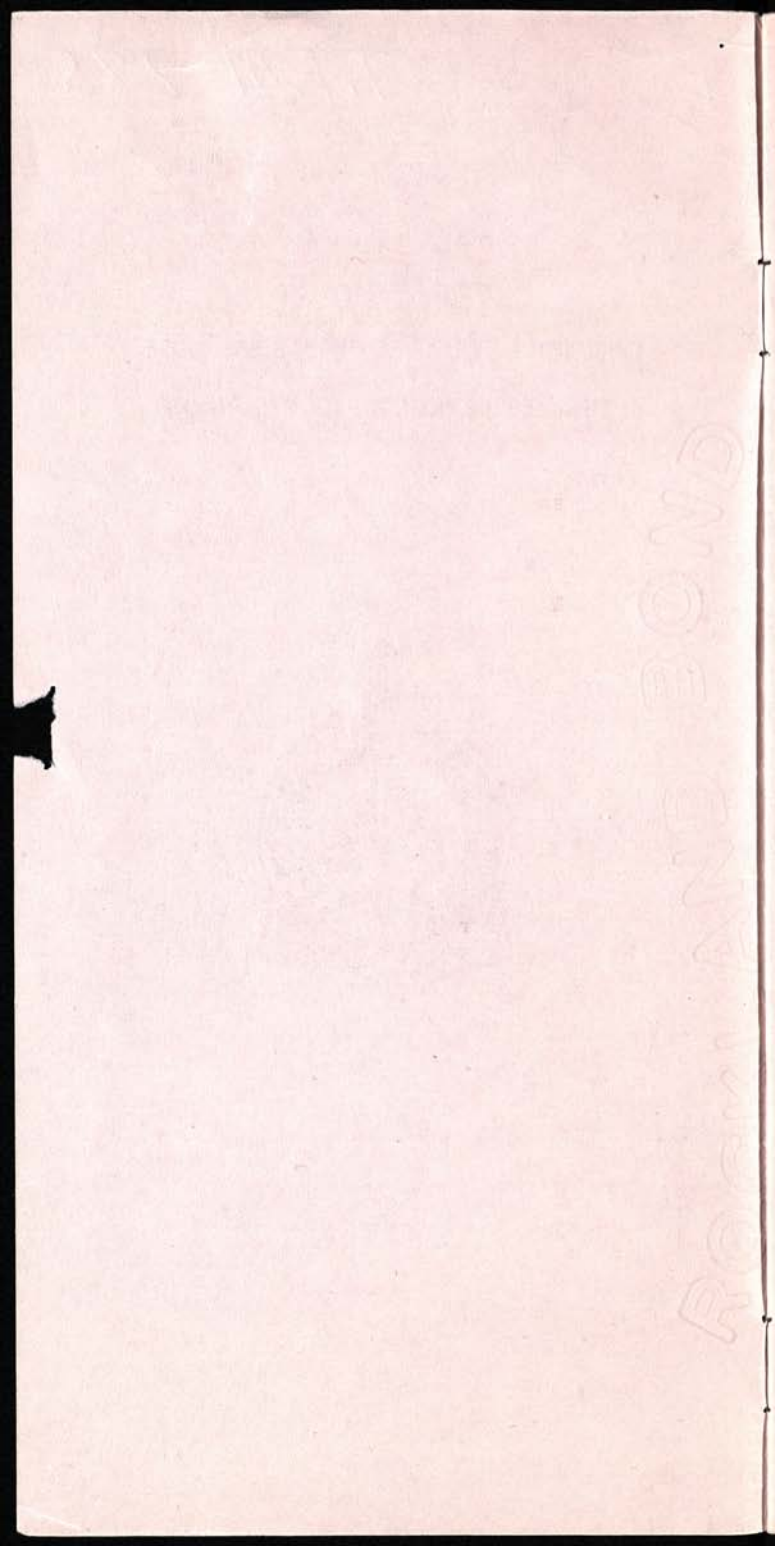
E T.F.M.-285

RÈGLEMENTS
CONCERNANT
LA CUEILLETTE DES FRUITS SAUVAGES
SUR LES TERRES DE LA COURONNE



QUÉBEC

1956



ARRÊTÉ EN CONSEIL NO 2587

EN DATE DU 6 JUILLET 1945

CONCERNANT

LA CUEILLETTE DES FRUITS SAUVAGES

SUR LES TERRES DE LA COURONNE

Attendu que la cueillette des fruits sauvages, spécialement des bleuets, est une industrie importante et rémunératrice pour la population, attendu qu'il importe de développer cette industrie en facilitant aux cueilleurs l'accès à la forêt, attendu que la présence des cueilleurs en forêt constitue un danger de feu qu'il importe de réduire en contrôlant plus sévèrement leurs allées et venues, attendu que la forêt est une ressource naturelle importante et qu'il importe de prendre des mesures plus efficaces pour la protéger contre le feu tout en ménageant les intérêts des individus, il est ordonné en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, que les cueilleurs de fruits sauvages soient obligés, pour circuler sur les terres de la Couronne, vacantes ou affermées, de se munir d'un permis de cueillette de fruits sauvages, qui leur sera consenti gratuitement sur demande aux conditions que voici:

1. Ce permis tient lieu de permis de circulation.

2. Il donne l'autorisation d'aller et de séjourner à l'endroit qu'il indique, mais exclusivement pour y cueillir des fruits sauvages.

3. Il peut être annulé en tout temps par tout officier préposé à la protection des forêts contre le feu.

4. Le porteur est requis de montrer ce permis à tout garde-feu à sa demande et d'observer tous les règlements concernant la chasse, la pêche, les mines et la protection des forêts contre le feu.

5. Le porteur s'engage à établir son campement à l'endroit et de la manière que lui prescrira le garde-feu.

6. Il est défendu:

a) de faire du feu pour se chauffer et cuire des aliments ailleurs et autrement que dans un poêle trouvé convenable pour ces fins par le garde-feu;

b) de faire du feu pour chasser les moustiques si ce n'est pas dans un contenant métallique approuvé par le garde-feu;

c) de fumer sur le travail ou en cours de déplacement; la chose sera cependant tolérée au repos à des endroits convenablement choisis;

d) de jeter sur le parterre de la forêt des allumettes, des cendres de pipes, des cigares, des cigarettes et toute autre substance embrasée ou enflammée;

e) d'enlever, d'effacer ou de lacérer des affiches des ministères du Gouvernement provincial et des associations et organismes de protection des forêts contre le feu reconnus par le Ministre des Terres et Forêts;

f) de mettre intentionnellement le feu dans la forêt pour quelque fin que ce soit.

7. Les tuyaux et cheminées de toute nature doivent être coiffés de pare-étincelles approuvés par le garde-feu.

8. Advenant des conditions de température jugées dangereuses, il sera interdit de faire du feu pour quelque fin que ce soit et de fumer en dehors des camps ou des tentes.

9. Si la région sauvegardée pour laquelle le présent permis est émis devient fermée à la circulation, le permissionnaire et les membres de son groupe seront tenus de se conformer à toutes les exigences du garde-feu et même de sortir de la forêt à la requête de ce dernier si les conditions exigent qu'il prenne une telle mesure de précaution.

10. Le porteur de ce permis est responsable de toute infraction aux lois et aux règlements de la protection des forêts contre le feu commise par lui-même ou par toute personne à sa charge ou sous sa direction et dont le nom est inscrit sur son permis. Il est également responsable des déboursés occasionnés pour l'extinction de tout incendie forestier dont lui-même ou les membres de son groupe auront été la cause.

11. Le devoir de celui qui découvre un feu de forêt c'est de l'éteindre immédiatement si possible; au cas d'impossibilité il doit avertir en toute hâte le garde-feu et lui prêter son concours en se mettant lui-même et les membres de son groupe à la disposition de ce dernier.

12. Toute omission de se conformer aux présentes dispositions rend le contrevenant passible d'expulsion du territoire et le garde-feu verra à prendre les moyens à sa disposition pour s'assurer que cette expulsion se fasse immédiatement. Toutes les autres personnes dont les noms sont inscrits sur le même permis que le contrevenant pourront également être expulsées avec lui si le garde-feu juge cette mesure nécessaire à la bonne administration de son territoire.

13. Dans un cas d'expulsion le permis devient nul et ne peut plus être renouvelé durant la saison en faveur de la personne expulsée et cela même pour une autre localité.

14. Toute personne contrevenant aux présentes dispositions est passible d'une amende prévue par la loi de pas moins de \$25.00 mais n'excédant pas \$200.00, et à défaut de paiement de l'amende et des frais d'un emprisonnement de pas moins de trente jours et de pas plus de trois mois sur poursuite prise à cette fin dans les six mois de la commission de l'infraction, sur autorisation préalable du Ministre des Terres et Forêts, devant tout juge de paix, le tout sans préjudice de tout recours civil.

50

REGULATIONS
CONCERNING
THE PICKING OF WILD FRUITS
ON CROWN LANDS



QUEBEC

1956

C 000 188 082



B N Q

Bookkeeper®

Deacidification for Libraries and Archives

January 2011

MADE IN



CANADA

ORDER IN COUNCIL NO. 2587

DATED JULY 6TH 1945

CONCERNING THE PICKING OF WILD FRUITS
ON CROWN LANDS

(Translation)

Whereas the picking of wild fruits, specially of blueberries, is an important and paying industry for the population, whereas it is necessary to develop this industry by facilitating forest accessibility to blueberry pickers, whereas the presence of blueberry pickers in the forest is a constant fire risk and so it is important to lessen fire danger by controlling their goings and comings, whereas the forest is an important natural resource and consequently it is important to take adequate means to protect it against fire while safeguarding individual interests, in consequence, it is ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Lands and Forests, that the wild fruit pickers who circulate on Crown forests, vacant or leased, be obliged to secure a permit, so called wild fruit picking permit, which is granted free of charge, on request and upon the following conditions:

1. This permit is valid as a travel permit.
2. It gives authorization to travel or to sejour in the place as mentioned, but only for wild fruit picking purposes.
3. It may be cancelled at any time by any officer in charge of forest fire protection.
4. The permit-holder is required to show his permit to any fire-ranger on request and to comply with all regulations respecting hunting, fishing, mining and forest fire protection.
5. The permit-holder is requested to establish his camp in the manner as directed to him by the fire-ranger.
6. It is forbidden:
 - a) to build a fire for warming one's self up or cooking food elsewhere or otherwise than in a stove deemed convenient by the fire-ranger;

b) to set a fire for chasing away mosquitoes, except in a metallic container approved by a fire-ranger;

c) to smoke while walking or travelling; however smoking will be permitted while resting in a convenient place;

d) to throw on forest ground matches, pipe ashes, cigars, cigarettes and any lighted up or inflamed material;

e) to take off, cross out or tear posters of Provincial Government Departments or forest fire protective associations or organizations as recognized by the Minister of Lands and Forests;

f) to set fire intentionally in the forest for any purpose.

7. Stove-pipes and chimneys shall be covered with spark-arresters approved by a fire-ranger.

8. When weather conditions are deemed dangerous, it shall be prohibited to set fire for whatsoever purpose and to smoke outside camps or tents.

9. If the fire district for which the permit is granted becomes closed to circulation, the permit-holder and the members of his group are obliged to comply with all urgent calls of the fire-ranger and even, at his request, to quit the forest if the conditions are such as he is obliged to take such safety measures.

10. The permit-holder is responsible for any violation to laws and regulations respecting forest fire protection committed by him or by any person on his responsibility or under his supervision, and whose names are registered on his permit. The permit-holder is also responsible for disbursements incurred by the extinguishment of any forest fire caused by himself or any member of his group.

11. Any person discovering a forest fire is bound whenever possible to extinguish it immediately; in case of not being able to do so, he must at once notify the fire-ranger and assist him by putting himself with the members of his group under the authority of the said fire-ranger.

12. Any omission to comply with these provisions incurs the transgressor liable to expulsion

from the region, and the fire-ranger shall take all the necessary means at his disposal in order that the expulsion be executed at once. All the other persons whose names are registered on same permit as the transgressor shall be expelled with him, if the fire-ranger deems those means necessary to the proper management of his territory.

13. In case of expulsion, the permit becomes void and shall no more be renewed in the course of the season, in favour of the person expelled even in any other fire district.

14. Any person who transgresses these provisions is liable to a fine provided for by law, to not less than \$25.00 but not more than \$200.00, and in default of payment of this fine and costs, to imprisonment of not less than 30 days and not more than 3 months upon prosecution carried to this effect within six months of the commission of the offence, under previous authorization of the Minister of Lands and Forests, before a Justice of the peace, all charges without prejudice to any civil rights of action.
